

18 octobre 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Mario Soares, Président du Portugal, sur la communauté portugaise en France, les problèmes d'Afrique Australe, d'Afrique du Sud, de Timor, des pays de l'Est et notamment de la RDA, Paris le 18 octobre 1989.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, le Président Mario Soares et madame Soares accomplissent, vous le savez, un voyage d'Etat en France depuis avant hier. Ils resteront encore quelques jours à Paris et dans différentes villes, Lyon, Bordeaux, Brest. Leur emploi du temps est très chargé, c'est la loi du genre. Le Président a eu l'occasion de faire plusieurs déclarations publiques notamment son discours et son toast à l'issue du dîner officiel de lundi soir. Vous le connaissez pour la plupart d'entre vous, vous êtes au courant de la politique portugaise, des excellentes relations qui président au couple franco-portugais. Je pense aussi que les façons d'aborder les problèmes européens et certains des grands problèmes mondiaux nous sont suffisamment communs pour qu'il n'y ait pas lieu de distinguer dans notre façon d'agir. Enfin, il n'y a pas identité totale de vues, le Portugal reste ce qu'il est et on vient d'en avoir la preuve au cours d'une cérémonie que nous venons de quitter, la réception du Président Mario Soares comme Docteur Honoris Causa à la Sorbonne où les professeurs qui se sont exprimés ainsi que le récipiendaire ont développé tout ce que la culture et l'histoire portugaise avait pu apporter à la France et à l'Europe.

- A vous, mesdames et messieurs, de choisir les questions qui vous intéressent. Je pense que le Président Soares, voudra peut-être vous dire quelques mots. Après quoi, nous pourrions faire les questions et les réponses.

- LE PRESIDENT SOARES.- Si vous le permettez, monsieur le Président, je voulais d'abord vous remercier de votre invitation et de tout ce que avez fait pour que cette visite puisse avoir un éclat très important pour le Portugal. Nous nous sentons ici très bien, nous sommes presque chez nous. Il y a tellement de Portugais en France et, nous avons de l'amour, de l'admiration pour la France. Alors cela a été pour moi vraiment un honneur et une joie de pouvoir être ici en visite d'Etat, représentant un Portugal nouveau, le Portugal de la démocratie, le Portugal ouvert et tolérant, un Portugal qui a repris ses anciennes traditions démocratiques et qui a maintenant de plein droit intégré la Communauté européenne, l'Alliance Atlantique et aussi l'UEO, un Portugal allié de la France. Je voulais remercier monsieur le Président de la République de toutes les gentilleses dont il m'a entourées et aussi vous remercier, messieurs les journalistes, pour votre présence et votre intérêt pour le Portugal.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous me permettez de poser une question au Président portugais, en portugais ?

- Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord que vous vous prononciez sur les éléments essentiels de votre visite en France. J'aimerais également que vous parliez de la situation en Afrique australe puisque ce sujet a été évoqué dans les discours qui ont été prononcés, de la

situation en Angola et en Afrique du Sud et, je sais qu'il y a des négociations sur la situation en Angola, de Savimbi. J'aimerais savoir votre opinion à ce sujet ?

- LE PRESIDENT SOARES.- Je réponds d'abord en portugais, car c'est la télévision portugaise qui a posé la question.

- Je pense que lors de cette visite, nous avons atteint les objectifs que nous nous étions proposés, à savoir donner une nouvelle image du Portugal en France. Nous sommes donc venus accompagnés d'une nombreuse délégation composée non seulement de membres du gouvernement, mais aussi de députés de tous les partis, ainsi que des personnalités du monde culturel, scientifique et artistique portugais. Nous avons pu discuter avec plusieurs autorités françaises, à commencer par le Président de la République, mais aussi le Premier ministre et d'autres personnalités.

- Il n'y a absolument pas de contentieux entre le Portugal et la France, mais en contraire, une coopération. Le seul petit problème sur lequel nous avons attiré l'attention du gouvernement français, c'est l'enseignement du portugais en France que nous aimerions voir élargi. Nous avons parlé de la construction de l'Europe à laquelle la France participe activement, puisqu'elle occupe actuellement la présidence de la Communauté, des relations entre la France et le Portugal et des relations de la France et du Portugal avec les pays d'Amérique latine et d'Afrique. Je pense que, en ce qui concerne la situation en Angola, il y a un processus de paix qui s'est engagé. C'est un processus complexe et difficile, mais nous allons dans le sens de la paix. Combien de temps cela mettra-t-il ? On ne sait pas. Mais je suis sûr que le Président Edouardo Dos Santos est fortement engagé dans cette politique de paix en Angola. Les conditions de la paix existent. Hier, monsieur Savimbi se trouvait au sud de la France pour des négociations avec le Président Mobutu et monsieur Cohen, m'a demandé une audience à Paris. Il m'a demandé cette audience pour me renseigner à propos de l'enquête qui est faite en ce qui concerne la chute, l'accident de l'avion dans lequel, comme vous le savez, se trouvait mon fils. Je l'ai reçu, il m'a informé de l'état de santé de mon fils. Il m'a également informé sur les négociations avec le Président Mobutu qu'il considère comme un médiateur.

- Il est évident que des nouveaux pas ont été donnés vers la paix et nous avons des espoirs et nous formulons des vœux pour que cette paix se produise. Comme vous le savez, le Portugal n'intervient pas dans les questions intérieures d'Angola, mais nous formulons nos vœux de paix et nous avons espoir que cela se produise et nous sommes à la disposition des Angolais pour les aider.\

QUESTION.- Cette question s'adresse aux deux Présidents. Vous avez parlé de l'Amérique latine et de l'Afrique. Avez-vous parlé d'un problème qui tient à cœur au Portugal, je veux dire de Timor et quelle est la position française sur cette question ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé, répétant par là des conversations antérieures, plusieurs, notamment le jour de l'investiture du Président Soares. La France a montré sa position à diverses reprises déjà dans un certain nombre de votes publics. C'est vrai qu'il se pose non seulement un problème de souveraineté, mais un problème de droits de l'homme. Le problème de souveraineté ne se pose pas entre le Portugal et l'Indonésie. Il se pose entre l'Indonésie et Timor. Quant au problème des droits de l'homme, un certain nombre de plaintes ont été adressées selon lesquelles il y aurait là-bas, des pressions exercées sur la population. C'est vrai qu'il y a aussi sur place, des groupes armés et que la pacification n'est pas terminée. Donc, il faut se soumettre au droit international.

- La France agit de cette manière. Il n'y a pas eu d'acte international qui ait reconnu la propriété de Timor par l'Indonésie. Cette population doit pouvoir se déterminer comme les autres. Donc, notre position est celle du droit. Naturellement c'est plus difficile à faire, surtout pour nos amis Portugais qui ont une position de principe, en même temps que des intérêts qui leur sont propres.

- LE PRESIDENT SOARES.- Il n'est pas nécessaire d'ajouter quelque chose à ce qu'à dit le Président François Mitterrand. Vous savez notre position, nous n'avons aucun intérêt du Portugal à Timor comme ancienne puissance coloniale. Nous avons fait la décolonisation partout. Nous voulons seulement qu'il soit reconnu le droit inaliénable à l'autodétermination et à

voisons secrètement qu'il soit reconnu le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance de Timor, et aussi que soient respectés les droits de l'homme. C'est notre principale préoccupation.\

QUESTION.- Il y a en France, une forte communauté Portugaise. Il y a près d'un million de Portugais en France. Et, seulement vous, Monsieur le Président, vous avez dit qu'aujourd'hui, il ne fallait plus parler d'immigrants, mais de citoyens européens. Est-ce que vraiment, il faut supprimer le mot immigrant, sachant que les Portugais subissent, entre guillemets, bien entendu, certaines contraintes, parmi lesquelles se trouve la libre circulation des personnes en Europe ?

- LE PRESIDENT.- Moi j'avais dit que le terme immigrant devait être banni du vocabulaire. C'est vous qui avez dit cela ?

- LE PRESIDENT SOARES.- Je l'ai dit aussi. Je dis que c'est une question psychologique importante pour nos travailleurs portugais qui sont ici. Ce que j'ai dit, c'est que nous sommes des citoyens résidant en France, des citoyens européens et ça nous donne des droits spéciaux dans le cadre de la Communauté européenne, c'est vrai. Quant à la circulation libre des travailleurs, vous savez qu'à partir de 1992, au début de 1993, ça va être fait. C'est exactement le but du grand marché unique européen, que toute la Communauté est en train de préparer. Et, pour cela, évidemment, les travailleurs portugais qui sont en France ou qui sont en Allemagne fédérale, ou en Angleterre, en Italie, vont retirer des bénéfices. Une des raisons pour laquelle, pour nous il a été très important d'adhérer à la Communauté européenne. C'est à cause de nos travailleurs.

- LE PRESIDENT.- Nous sommes très fiers d'avoir chez nous des immigrés portugais qui sont l'exemple même de ce que des immigrés peuvent faire, par le respect des lois du pays qui les reçoit et par les multiples liens d'amitiés qu'ils ont su créer. Il n'y a aucun problème avec l'immigration portugaise. Et c'est vrai, que dès lors qu'il n'y aura plus de frontières intérieures entre les pays de la Communauté, la libre circulation des personnes et le libre choix du lieu de travail, on pourra chercher un vocabulaire nouveau, c'est certain.\

QUESTION.- (Levai - Radio-France) Ca va tellement bien entre la France et le Sud, non seulement avec le Portugal, mais l'Espagne, que, quand vous vous rencontrez, vous devez avoir du temps pour parler tous les deux de ce qui se passe à l'Est. Alors, je voudrais savoir quelle analyse vous faites de la situation en Allemagne, en particulier. Est-ce que vous avez pris le temps d'évoquer la possibilité d'une réunion des deux Allemagnes, et est-ce que vous avez pris le temps d'évoquer tous les deux le départ de monsieur Honecker ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons appris tout-à-l'heure la démission de M. Honecker et son remplacement. C'est donc un fait tout-à-fait nouveau. Nous avons eu le temps juste de nous communiquer la nouvelle, mais pas de la commenter, parce que nous ne voulions pas vous faire attendre. Alors, on en parlera sans doute ce soir et demain puisque nous nous voyons également, nous déjeunons ensemble demain, sur un plan privé. Je vous communiquerai l'état de nos réflexions.

- Les événements qui se succèdent en Allemagne de l'Est, après ceux que l'on a constaté en Pologne, en Hongrie, en Union soviétique sont les mêmes. Ils marquent que se déroulent sous nos yeux, des événements déterminants de ce siècle, même s'ils se situent à la fin du siècle, ils sont annonciateurs de temps nouveaux pour le prochain, et même avant. Parmi ces problèmes, et ce n'est pas le seul, très importants, l'un est celui que pose le peuple allemand, qui se trouve réparti entre deux Etats qui par leur statut économique, social, et politique, sont on peut dire, deux Etats antagonistes, même s'ils ont eu la sagesse d'établir entre eux des relations qui leur permettent de défendre les intérêts des citoyens allemands.

- Vous avez parlé, vous de la réunification. C'est le mot que vous avez employé. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer il y a longtemps à ce sujet, à de multiples reprises. Je ne sais, ce qu'il en deviendra. C'est dans la logique même de l'histoire que d'imaginer que le peuple allemand, ne sera pas éternellement séparé de cette façon. Et quand je dis éternellement, ce n'est pas pour renvoyer à l'infini cette éventualité que je ne peux situer dans le temps, mais qui de toute manière, s'inscrit dans les préoccupations contemporaines des responsables de la politique internationale et spécialement de la politique européenne. On n'en est quand même pas là. Il faudrait supposer une consultation démocratique et l'accord des pays témoins, ceux que la

dernière guerre dans le camps des vainqueurs a désigné, pour assurer à l'Allemagne, je dirais presque aux deux Allemagnes, les appuis internationaux dont vous avez besoin. La prévision, c'est que ce mouvement-là continuera. Il devra être sanctionné pacifiquement et démocratiquement. Cela demandera du temps. D'ici là, bien des accords peuvent être signés entre les Allemagnes et même entre les Européens pour faciliter les choses et tout le temps qui nous sépare de ces échéances, court ou long, c'est l'histoire qui en décidera, ce n'est pas moi, tout ce temps doit être utilisé pour renforcer la Communauté européenne qui doit être dans mon esprit le point d'attraction essentiel des peuples d'Europe attirés irrésistiblement, semble-t-il par la liberté et la démocratie.\

\ suite sur l'Allemagne de l'Est` QUESTION.- (inaudible). LE PRESIDENT.- Quand j'aurai entendu vos commentaires, j'en saurai davantage. Je pense que c'est un élément du processus, que l'on prend conscience dans les autorités de l'Allemagne de l'Est, qu'il faut faire bouger les choses. On en prend conscience et on essaie - je le pense - indépendamment de l'aspect de santé de M. Honecker qui n'était pas fameux mais ce ne peut pas être, à mon sens, la seule explication £ on cherche à accompagner le mouvement, peut-être pour le freiner, je ne pense pas pour l'accélérer mais pour l'accompagner, pour tenter de maîtriser. Un changement d'homme est généralement le signe que l'on commence à bouger sur le fond et les degrés de réflexion des responsables de l'Allemagne de l'Est, je ne peux pas le savoir.\

QUESTION.- Je souhaiterais poser une question à Monsieur le Président de la République française et une question à monsieur le Président de la République portugaise.

- Monsieur le Président de la République française, quand pourrons-nous voter pour les élections municipales, ou peut-être pour d'autres élections en France ?

- Monsieur le Président de la République portugaise, quand pourrons-nous voter, nous immigrés, pour la Présidence de la République portugaise ?

- LE PRESIDENT.- En France, ce sera comme en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal ou ailleurs parmi les douze pays de la Communauté, il y a déjà eu des votes émis au sein du Parlement européen. Des dispositions seront prises et doivent normalement conduire au fait qu'une personne appartenant pour l'instant à la citoyenneté de l'un ou l'autre des douze pays aura le droit d'expression dans son pays d'accueil. C'est dans cette direction que cela va. Moi, personnellement je n'y trouve que des avantages.

- LE PRESIDENT SOARES.- Pour moi, c'est un problème qui a été très discuté et encore très discuté. Au Portugal comme vous le savez c'est l'Assemblée de la République qui a la compétence pour régler ce problème. Plusieurs fois j'ai dit que j'étais partisan du vote des immigrés pour l'élection du Président de la République mais je reconnais que cela pose des questions assez complexes, parce que si on parle des Portugais qui sont en Europe et notamment dans notre Europe communautaire, cela est une chose et c'est peut-être facile. Si on parle de tous les autres Portugais que nous avons, en Afrique du Sud par exemple nous en avons 600000, au Brésil et dans d'autres pays de l'Amérique latine, en Australie, en Angola ou au Mozambique, eh bien c'est un problème un petit peu différent parce qu'il faut savoir s'il y a des conditions pour faire une campagne électorale pour avoir une information objective pour que les Portugais qui sont là puissent voter. Est-ce que les Portugais qui sont à l'étranger veulent voter dans les pays où ils se trouvent, ou au contraire voter, comme font les Italiens, en venant au Portugal. C'est une autre problème. C'est un problème complexe que l'Assemblée de la République doit trancher au moment opportun.

- LE PRESIDENT.- De toute manière, vos deux questions sont très oecuméniques parce que vous demandez à la fois de pouvoir voter en France et vous demandez au Président Soares de pouvoir voter au Portugal ! Il faudra trouver un arrangement.\

QUESTION.- La question que je voudrai poser au Président Soares est de savoir si par hasard M. Savimbi avait demandé une audience sans aucun rapport avec l'accident de son fils, est-ce qu'il l'aurait reçu de la même façon ?

- LE PRESIDENT SOARES.- Je pense que c'est une curiosité morbide de votre part. Je ne sais pas. Il m'a demandé une audience à cette fin et je l'ai reçu.

- QUESTION.- M. Rocard a défendu hier que la France et le Portugal à cause des liaisons spéciales avec l'Afrique ont un rôle très important à jouer en Afrique. Le Président Soares a déjà parlé de ce que le Portugal peut faire et nous le savons, en ce qui concerne la France, que pensez-vous du rôle qu'il faut jouer aujourd'hui en Afrique ?

- LE PRESIDENT.- Ma réponse sera simple. Le Portugal et la France sont deux des pays qui ont la plus grande expérience de l'Afrique. Il se trouve que les pays africains étant devenus indépendants et souverains, ils continuent d'entretenir des relations très suivies avec d'anciens colonisateurs, en l'occurrence le Portugal, ou bien la France. Le Portugal et la France ont le plus grand intérêt à multiplier les conversations pour s'informer mutuellement et le cas échéant s'entraider afin de répondre à cette demande.\

QUESTION.- Ma question s'adresse au Président Soares. Hier dans l'entretien que vous avez eu avec le Premier ministre Rocard, je crois savoir qu'il a essayé de connaître en détail la situation et l'avenir du territoire de Macao qui est encore administré par le Portugal. Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT SOARES.- Oui, en effet nous avons parlé de cette question. Je l'ai renseigné sur l'accord que nous avons fait avec la République Populaire de la Chine, la déclaration commune que nous avons signée et qui nous donne la possibilité de rester comme puissance administrante de Macao jusqu'à la fin du siècle (décembre 1999) et aussi que demeurent pendant les prochaines cinquante années sur place les institutions que nous avons à Macao, les intérêts, le système économique et social et même les lois et la justice qui existe et est organisée par le Portugal. Alors j'ai expliqué tout cela à M. Rocard et j'ai dit que nous n'avons pas eu de difficulté jusqu'à maintenant avec la République Populaire de la Chine, au contraire, le Gouverneur de Macao vient de faire une visite en Chine et il a réglé pratiquement tous les problèmes qui existaient. Il y a des grands projets qui sont en train de se développer à Macao, notamment la construction d'un aéroport international sur la mer avec une piste de trois kilomètres et aussi un port d'eaux profondes. On est en train de sécher la partie de la mer qui est entre deux îles pour récupérer tout ce territoire. C'est un grand territoire pour y construire un centre industriel. Il y a beaucoup de produits qui sont fabriqués à Macao notamment des jouets pour les enfants, industrie et textile et aussi des industries d'horloge et industrie optique. A part le jeu qui est une source de recettes de Macao, il y a tout cela et c'est aussi un rôle important de l'Occident. Nous avons une université qui est en train de se développer à Macao et qui cherche à être un lieu de rencontre entre l'Orient et l'Occident et le croisement des deux cultures.\

QUESTION.- Le Président Soares est allé en Afrique du Sud et a vu le changement qui s'y déroule. Est-ce que l'on peut dire qu'il y a vraiment une situation nouvelle ? Au Président de la République Française, je voulais demander si en ce moment, sa confiance dans l'évolution qui se passe dans les pays européens est plus grande qu'il y a quelques mois ?

- LE PRESIDENT.- Ma confiance plus grande qu'il y a quelques mois ? Moi je crois depuis de longues années à l'évolution des pays de l'Est. J'ai déjà rappelé que j'avais entretenu mes collaborateurs dans les années 81-82 ` 1981 - 1982 ` de la nécessité de se préparer à une évolution extrêmement rapide. Je crois avoir dit vers la fin du siècle, voyez cela va même plus vite, maintenant nous sommes au terme du processus. Donc, j'ai confiance encore dans la finalité de ce mouvement. Mais je ne suis pas devin au point de deviner ce que seront les accidents de terrain, c'est-à-dire les aller et retour qui peuvent se produire sur ce chemin très périlleux, mais le mouvement est certain et inéluctable dans ces grandes lignes. J'ai tout à fait confiance que cela se produira. Mais je ne me dissimule pas que d'une certaine manière, il s'agira là d'une sorte de déstabilisation des équilibres que nous avons connus et qu'il faudra y prendre garde.

- LE PRESIDENT SOARES.- Quant à moi, je suis allé pour la première fois de ma vie en Afrique du Sud, j'y suis resté là seulement quatre jours. Je suis allé à Prétoria et à Johannesburg. J'ai rencontré le Président de la République, le dernier jour, nous avons déjeuné et nous avons parlé longuement en la présence du ministre des affaires étrangères Pik Botha. Le Président de la République de Klerk a dit qu'il voulait en terminer avec l'Apartheid. Il l'a même dit publiquement avant les élections. Il a pris quelques initiatives courageuses justement en autorisant une grande manifestation civique en faveur des droits des Noirs. Il m'a dit qu'il voulait faire des transformations, mais je me suis aperçu que ces transformations sont tout de même difficiles et

transformations, mais je me suis aperçu que ces transformations sont tout de même difficiles et complexes. De la même manière j'ai compris qu'il y avait des hésitations dans l'esprit de quelques dirigeants hongrois que j'ai contactés récemment quand j'étais en Hongrie, j'ai vu aussi de la part du Président de la République, une intention, une volonté de changement, mais une certaine hésitation sur le moyen de réaliser ce fondement. Je lui ai dit que je n'avais pas la prétention de donner de leçons, je connais très mal la situation en Afrique du Sud, mais ce que je pourrais lui dire, c'est l'impression perçue en Europe sur l'Afrique du Sud, et comment pour nous il est intolérable que ce système d'Apartheid puisse continuer. Je lui ai dit, vous avez peut-être un crédit de confiance pour le moment, parce que vous avez fait des déclarations assez courageuses, mais il faut canaliser maintenant les pas que vous allez donner pour nous convaincre que vous êtes même disposé à faire des réformes profondes.

- Le jour même où je suis parti, il a mis en liberté quelques prisonniers qui étaient là depuis 20 ans et plus, des amis de Mandela. Il a entamé un dialogue avec les chefs des églises et même Desmond Tutu. J'ai parlé au téléphone avec M. Desmond Tutu, aussi, il m'a dit qu'il était nécessaire de continuer la pression et l'exigence vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Mais je pense qu'il faut croire qu'il y a des transformations en cours et il faut encourager ces transformations parce qu'elles vont dans le sens de la démocratie et des droits de l'homme.\